REPUILIQUE POPULAIRE
DU CONGO.-

Travail-Démocratie-Paix

// OI N° 36/76 DU 0 2 DEC. 1976

portant ratification de l'ordonnance n°6/76
du 11/8/76 portant approbation du Prêt n°CS/CB
TR. 76.005 contracté par l'Agence transcongolaise des Communications auprès de la Banque
Africaine de Développement pour les travaux
du réalignement du Chemin de Fer Congo-Océan.

L'Assemblée Nationale Populaire a délibéré et adopté; Le Président de la République, Chef de l'Etat, Président du Conseil d'Etat promulgue la loi dont la teneur suit:

ARTICLE 1er. - Est ratifiée l'ordonnance n° 6/76 du 11 Août 1976, portant approbation du prêt n° CS/CB-TR-76.005 contracté par l'Agence Transcongolaise des Communications auprès de la Banque Africaine de Développement pour les travaux du réalignement du Chemin de Fer Congo-Océan.

ARTICLE 2.- Le texte de l'ordonnance n°6/76 du 11 Août 1976 restera annexé à la présente loi.

ARTICLE 3.- La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Populaire du Congo et exécutée comme loi de l'Etat.

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME Fait à Brazzaville, le 0 2 DEC. 1976

Le Secrétaire Général du Gouvernement

COMMANDANT MARIEN NGOUABI.-

Jean-F. Balloud

(__)RDONNANCE N° 6 /76 DU 11 AOUT 1976

Portant approbation du prêt n° CS/CB.TR.76 005 contracté par l'Agence Transcongolaise des Communications auprès de la Banque Africaine de Développement pour les travaux de réalignement du chemin de fer Congo-Océan.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT

Vu la Constitution du 24 Juin 1973; Vu le Décret n° 73/284 du 26 Août 1973 fixant la compostition du Conseil d'Etat;

Vu l'Ordonnance n° 21/69 du 24 Octobre 1969 portant création de l'Agence Transcongolaise des Communications;

Vu la délibération n° 26/74/ATC-CA du 18 Avril 1974 du Conseil d'Administration de l'Agence Transcongolaise des Communications approuvant le programme d'investissement du CFCO pour la réalisation du nouveau tracé du CFCO de Holle à Loubomo;

Vu le Décret n° 75/17 du 7 Janvier 1975 autorisant et déclarant d'utilité publique les travaux de constraction de réalignement du CFCO de Holle à Loubomo;

Vu les Décrets n° 75/82 du 24 Février 1975, 75/211 du 28 avril 1975 et 75/333 du 16/7/75 relatifs à l'exonération des taxes fiscales pour l'exécution des travaux de réalignement du CFCO et au régime fiscal applicable au groupement d'Entreprise adjudicataire du marché des travaux de réalignement du CFCO;

LE CONSEIL D'ETAT ENTENDU

()RDONNE

ARTICLE 1er. - Est approuvé le prêt n° CS/BC-TR-76.005 signé le 5 mai 1976 entre l'Agence Transcongolaise des Communications et la Banque Africaine de Développement d'un montant de cinq millions d'unités de compte soit environ 1.400 Millions de frs CFA pour le financement du projet de réalignement du chemin de fer Congo-Océan.

L'amortissement du prêt se fera dans les douze ans suivant le délai de grâce de quatre ans.

L'intérêt sera de huit pour cent l'an.

ARTICLE 2.- L'Etat de la République Populaire du Congo garantit inconditionnellement sans limitation ni restriction en tant que principal obligé et non comme simple caution le remboursement ponctuel du principal, des intérêts et autres charges relatives au prêt.

ARTICLE 3.- La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République Populaire du Congo selon la procédure d'urgence et communiquée partout où besoins sera./-

Fait à Brazzaville, le 11 Août 1976

COMMANDANT MARRIEN N'GOUABI.-